

Madame la présidente, cher(e)s collègues,

Le budget est toujours un moment politique important.

Il est d'une importance toute particulière cette année.

Car, cette année, nous voilà sur un budget qui doit pleinement retraduire nos engagements électoraux.

Car, cette année, nous nous retrouvons au lendemain d'une échéance importante, celle de la COP21 qui a reconnu le rôle déterminant des métropoles pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre.

Car cette année, nous sommes dans un moment, où pour financer ce nouveau cycle, nous devons trouver des marges de manœuvre financières, malgré le désengagement de l'Etat.

Face au désengagement de l'Etat et à nos besoins de financements, il nous est proposé d'adopter une hausse des taxes d'habitation et taxes foncières. Ces recettes sont indispensables pour nous permettre d'emprunter et d'investir 1,7 milliards d'€ d'ici la fin du mandat. Des investissements qui consolident l'emploi, l'insertion et qui consolident l'identité de l'agglomération nantaise. Mais d'abord des investissements qui sont passés au crible des économies de fonctionnement et pensés en termes de sobriété dans nos aménagements de voirie, dans nos matériaux, dans l'éclairage public.

La hausse de la fiscalité se fait de manière différenciée.

- les locataires seront peu ou pas impactés par la hausse de la fiscalité. Ils contribueront à l'effort global avec une hausse de la taxe d'habitation mais paieront moins sur l'enlèvement des déchets ;
- les propriétaires eux seront beaucoup plus impactés ;
- les entreprises participeront à l'effort en 2017 selon la législation.

Cette hausse va s'opérer une seule fois. Elle sera stabilisée jusqu'à 2020. Nous devons collectivement nous y engager.

Notre groupe écologiste et citoyen a décidé de voter ce budget.

Car sans ce recours supplémentaire nous ne serions pas en mesure de développer les projets pour lesquels nous avons été élus.

Faire de notre métropole un territoire référent de la transition écologique.

Accroître la concertation et rendre les habitants acteurs de la construction de notre territoire.

Accélérer la transition numérique et surtout faciliter la vie et la ville.

Bref, construire ensemble un territoire sobre et vertueux.

Oui, de gros projets d'aménagement seront lancés ou concrétisés durant cette mandature.

Mais il ne faut pas minimiser l'effort que nous demandons à nos concitoyens. Certains de nos habitants seront surpris, voire se sentiront peut-être trahis, par cette fiscalité supplémentaire. Pourtant, il est important, dans la période, de montrer avec pédagogie aux habitants que ces efforts vont permettre d'engager de nouveaux projets. Ceux pour lesquels ils nous ont élus.

Je veux parler de la gare, un projet structurant et déterminant pour notre territoire.

Je veux parler du MIN qui, pour réduire ses frais de structures, ne doit pas minimiser ses ambitions en termes de transition écologique.

Ces infrastructures marqueront notre territoire pour les 30 à 40 années à venir.

Elles doivent concrétiser les engagements que nous avons pris collectivement.

Passer des énergies fossiles à la production d'énergies renouvelables.

Faciliter le passage d'une société du jetable à une société du durable et du réemploi.

Faciliter la métropole du quotidien, être à l'écoute des besoins et à la disposition des habitants : les déplacements doux, le nettoyage, bref... renforcer les missions des pôles de proximité. Passer à une mobilité et à des déplacements moins consommateurs d'énergie et moins polluants avec la nouvelle génération de busway, le développement du réseau chronobus, le nouveau plan vélo. Favoriser la recherche et l'innovation, promouvoir les échanges locaux et un aménagement réellement respectueux de son environnement.

Je veux aussi parler du logement et des efforts à porter pour continuer à atteindre nos objectifs : construire 6 000 logements par an dont 2 000 logements sociaux. Soyons conscients que 70% des ménages sont éligibles au logement social. La demande et les attentes sont fortes. En effet il manque plus de 11 000 logements sociaux sur notre métropole pour atteindre les 25% demandés par la loi. C'est pourquoi la métropole continue d'investir dans ce champ malgré le désengagement de l'Etat et du département. Une métropole qui investit dans le logement, c'est une métropole qui investit dans l'emploi du bâtiment, qui investit dans l'économie locale.

Nous le savons, nous devons faire autrement avec moins. Pour autant, nous avons choisi de ne pas réduire nos ambitions. Ensemble, nous devons préparer et anticiper les mutations à venir. Ensemble, nous dessinons une ville plus juste et plus solidaire. Ces investissements conséquents préparent l'avenir de notre territoire et lutte contre les tensions et le repli sur soi.

Mais quand même, madame la présidente, mes chers collègues. Soyons lucides, soyons réalistes. Le vivre ensemble nous le savons tous très bien, ne se décrète pas. Nous sommes en train d'inventer ensemble un autre modèle pour notre agglomération. Ce budget nous fait passer à l'offensive !

Complément : *En fin du Conseil communautaire de mardi 15 déc., Johanna Roland a fait remarquer qu'au cours de la journée, 100 Millions € d'investissements avaient été votés à l'unanimité, alors que ceux qui s'opposaient aux taux d'imposition auraient dû indiquer ce qui, à leurs yeux, constituait des investissements superflus.*